

Transcription de l'interview de Christian Noyer (Paris, 27 septembre 2012)

Légende: Transcription de l'interview de Christian Noyer, vice-président de la Banque centrale européenne de 1998 à 2002 et gouverneur de la Banque de France depuis 2003, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 27 septembre 2012 à Paris. Conduit par François Lafond, directeur général d'EuropaNova, l'entretien porte particulièrement sur les aspects suivants de la vie de Tommaso Padoa-Schioppa: sa personnalité, son action au Directoire de la BCE (1998-2005) et son engagement en tant que ministre de l'Économie et des Finances (2006-2008).

Source: Interview de Christian Noyer / CHRISTIAN NOYER, François Lafond, prise de vue: Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 25.09.2012. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:33:46, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_christian_noyer_paris_27_septembre_2012-fr-4a7d28f9-ce12-4cd3-9426-d0038ff76c40.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Transcription de l'interview de Christian Noyer (Paris, 27 septembre 2012)

Table des matières

I. La personnalité de Tommaso Padoa-Schioppa.....	1
II. Le fonctionnement du directoire de la Banque centrale européenne.....	2
III. Tommaso Padoa-Schioppa et son action au ministère italien de l'Économie et des Finances	3
IV. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa au Directoire de la Banque centrale européenne.....	4

I. La personnalité de Tommaso Padoa-Schioppa

[François Lafond] Nous sommes à la Banque de France à Paris en compagnie de monsieur le gouverneur Christian Noyer. Nous allons essayer donc de voir avec vous l'œuvre de Tommaso Padoa-Schioppa. Est-ce que vous vous souvenez du dernier contact que vous avez eu avec lui avant son décès? Il est mort, je crois, en décembre 2010 à Rome. Est-ce que vous avez eu des contacts récents avec lui?

[Christian Noyer] Je l'ai rencontré dans les mois qui précédaient, essentiellement au titre de ses fonctions gouvernementales à l'occasion des ECOFIN informels, on passait... il était toujours très pris et moi aussi. Dans ces réunions, on a beaucoup de contacts et de sollicitations, mais j'ai trouvé le temps de passer quelques minutes avec lui à chaque fois, et c'était des contacts qui étaient restés chaleureux et amicaux, puisqu'on avait vécu ensemble une grande expérience et un grand moment à la BCE, bien sûr.

[François Lafond] Est-ce que vous vous souvenez de ce qui vous est venu à l'esprit quand vous avez appris son décès?

[Christian Noyer] Oh, j'ai pensé que c'était d'abord la perte de quelqu'un qui était devenu un ami, vraiment. Et puis, j'ai pensé que c'était une grande perte pour l'Europe, parce que c'était quelqu'un qui avait une vision, et il n'y a pas énormément de gens en Europe qui ont une vision aussi profonde et qui avaient aussi une vision à long terme que la sienne. Donc, il est certain que nous avons beaucoup perdu non seulement en liens affectifs mais en capacité de convaincre ceux qui nous entourent, les opinions publiques de la nécessité d'aller de l'avant.

[François Lafond] Monsieur le Gouverneur, si vous le permettez, on va revenir au début de votre rencontre parce que vous avez eu différentes occasions institutionnelles pour vous rencontrer. Si je ne me trompe pas, vous étiez attaché financier à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne – donc c'était entre 80 et 82 – et déjà Tommaso Padoa-Schioppa était à Bruxelles comme directeur pour les affaires économiques. Est-ce que vous avez souvenir de rencontres à ce moment-là ou pas?

[Christian Noyer] Oui, c'est à ce moment-là que je l'ai rencontré pour la première fois, dans cette période-là. J'ai le souvenir d'un directeur général de la Commission qui était jeune et brillant, très percutant au COREPER par exemple. À vrai dire, je l'ai peu connu durant cette

période parce que la nature de la tâche d'attaché financier, c'est plutôt de traiter les aspects financiers des autres politiques, surtout ce qui était contenu des politiques économiques, politiques monétaires, c'était plutôt des groupes comme le comité monétaire ou le comité de politique économique qui étaient suivis par des fonctionnaires des capitales. Et donc, j'ai eu peu d'occasions de travailler dans des réunions restreintes avec lui. Mais c'était, bien sûr, une personnalité qu'on remarquait tout de suite et qui était, comme je l'ai dit, très forte et très percutante.

[François Lafond] Vous parliez en quelle langue?

[Christian Noyer] À l'époque, je dois dire, je ne me souviens plus. Ce qui est certain, c'est qu'à la BCE on parlait essentiellement anglais quand on était dans des réunions avec d'autres, mais lorsque nous étions entre nous, tous les deux, on parlait toujours français. Il parlait un français absolument remarquable.

II. Le fonctionnement du directoire de la Banque centrale européenne

[François Lafond] Donc nous allons venir à la période de Banque centrale européenne, parce que vous y avez été depuis le début et lui aussi. Il y a deux aspects: il y a un aspect institutionnel. Est-ce que vous avez occupé, l'un et l'autre, différentes places au sein de la BCE? Donc est-ce que vous pouvez expliquer à un néophyte que je suis comment ça fonctionne concrètement?

[Christian Noyer] Alors, la BCE, il y a deux instances-clés dans la gouvernance de la BCE: il y a le conseil des gouverneurs où on a tous les gouverneurs des banques centrales nationales qui participent à la zone euro, qui font partie de l'Eurosystème, et puis les membres du directoire. Le directoire lui-même, qui est l'instance de préparation et d'exécution de ce que décide le conseil des gouverneurs, donc on est à la fois membre du directoire et membre du conseil des gouverneurs quand on est au directoire, et nous avons été en effet tous les deux deux des six membres du premier directoire qui était constitué sous la présidence de Wim Duisenberg à l'époque. Donc c'était une période extraordinaire puisque nous avions à tout créer, tout mettre sur pied, constituer les services, les différents départements, créer la mécanique, la machine de la BCE, donc cette phase de construction, de développement de ce qui était au début une petite PME et qui est devenue... il fallait en faire en fait la holding en quelque sorte, le centre de tout l'Eurosystème. Période formidable! Nous avons constitué un directoire organisé suivant des principes de collégialité – ça c'est la tradition qu'on peut dire allemande, qui était aussi néerlandaise, donc il ne faut pas oublier que le premier président qui nous animait était néerlandais. Qu'est-ce que ça veut dire en pratique? Ça veut dire que tous les sujets, même si chacun avait son domaine d'activité ou ses domaines d'activités privilégiés, tous les sujets importants sont discutés collégalement. Donc on s'intéresse à tout, on doit avoir un avis sur tout et on décide ensemble. Et ça c'est une période passionnante et je dois dire qu'évidemment, j'étais le plus jeune de l'équipe, j'avais moins d'expérience banque centrale que d'autres. Donc j'avais beaucoup à apprendre et Tommaso était un guide formidable sur les domaines que je connaissais moins. Son expérience, son parcours lui donnaient en effet des références à peu près

sur tous les métiers et toutes les activités. Donc on a beaucoup travaillé ensemble et beaucoup discuté ensemble.

[François Lafond] Concrètement, il y a eu une réunion par semaine de ses membres du directoire en fonction d'un agenda qui est décidé par le président ou comment ça fonctionne?

[Christian Noyer] Tout à fait. Le directoire se réunit une fois par semaine, le conseil des gouverneurs deux fois par mois. Le directoire prend à la fois les décisions qui sont de son ressort ou qui lui sont déléguées par le conseil et arrête les propositions qui vont être faites au conseil des gouverneurs pour décision. L'agenda est fixé, en effet, par le président sur la proposition de tous les membres du directoire, donc chacun dans son domaine fait des propositions, présente des choses et c'est en fonction de ce qui est prêt, de ce qui paraît mûr que le président inscrit sur l'ordre du jour. C'est en réalité très collectif. Il n'y a pas de censure ou de volonté hégémonique de la part du président. Et ça c'est quelque chose qui, par rapport à notre tradition française où le président a un rôle vraiment prééminent et de décision de dernier ressort, c'est une expérience très différente. On joue collectif, c'est vraiment l'équipe qui fait ensemble et qui décide ensemble, qui oriente ensemble ou qui propose ensemble.

III. Tommaso Padoa-Schioppa et son action au ministère italien de l'Économie et des Finances

[François Lafond] En 2006, Romano Prodi lui demande de participer au gouvernement italien dans une coalition un peu colorée. Tommaso, donc, laisse sa casquette de banquier et devient un politique à part entière puisqu'il devient ministre des Finances. Comment vous-même en tant que banquier central vous voyez ce saut dans... pas dans l'inconnu, mais dans la politique? Comment vous le jugez, comment vous évaluez cette décision finalement de prolonger son action différemment?

[Christian Noyer] Extrêmement positivement, je dois dire que nous avons tous... nous nous sommes tous réjouis de cette évolution et nous avons tous admiré son courage de se lancer dans un exercice qui était différent. Pourquoi? Parce que nous étions tous convaincus au sein de l'Eurosystème, tous les gouverneurs, tous les banquiers centraux qu'une action résolue des États pour restaurer l'équilibre des finances publiques, des finances publiques saines et pour accélérer les réformes structurelles permettant de doper le potentiel de croissance... étaient des actions indispensables, et au fond, on avait peu à peu réalisé que l'euro avait donné une impression de facilité et de sécurité trop grande aux États qui l'avaient mal utilisé. On a eu de cesse, d'ailleurs, de rappeler, mais sans être beaucoup écouté pendant toutes les premières années de l'euro, de rappeler aux États qu'il leur incombait de faire un travail important et qu'il ne fallait pas penser que la vie était tellement facile avec l'euro qu'ils n'avaient plus à faire d'efforts pour doper le potentiel de croissance à long terme et pour tenir les finances publiques dans un état convenable. Donc le fait que l'un d'entre nous aille concrètement tenter cet exercice dans un gouvernement est quelque chose qui est extraordinairement bien reçu et vécu.

[François Lafond] Comment vous expliquez qu'il a accepté? Pourquoi il a accepté en fait?

[Christian Noyer] Je pense qu'il a fait le même raisonnement. Il lui a paru tellement important que les États corrigent leur politique et se mettent sur une bonne voie qu'il a pensé que c'était son devoir vis-à-vis de l'Italie et vis-à-vis de la zone euro dans son ensemble probablement.

[François Lafond] Est-ce que vous pensez que c'est... vous avez mentionné le terme tout à l'heure, il avait une vision européenne, c'est au nom de cette vision qu'il s'est dit: «C'est une occasion pour moi de compléter en quelque sorte, de faire ce que j'ai toujours prôné ailleurs»?

[Christian Noyer] Oui, certainement, certainement. Et je dois dire que j'imagine – ça, je ne l'ai pas vu en direct – mais qu'au sein du Conseil des ministres de l'Économie et des Finances de la zone euro, il a essayé d'injecter également cette vision stratégique de la construction d'un ensemble cohérent.

IV. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa au Directoire de la Banque centrale européenne

[François Lafond] Tommaso Padoa-Schioppa était en charge de quels dossiers à ce moment-là? Des relations internationales?

[Christian Noyer] Il était en charge à la fois des affaires internationales au départ, et puis en même temps des systèmes de paiement. Il avait bien sûr, de par son expérience sur les systèmes de paiement, une vision assez ambitieuse. Il a beaucoup contribué à ce que nous mettions en place un système de paiement de **gros** qui soit unifié – c'était la condition pour que fonctionne un marché interbancaire vraiment unifié et que le marché financier dans l'ensemble de la zone euro fonctionne comme un marché, et puis il avait en même temps une vision assez percutante et très juste de la nécessité d'étendre progressivement cette unicité de système de paiement jusqu'au niveau du consommateur. C'est lui qui est à l'origine des travaux qui ont été faits plus tard, les propositions de la Commission, les décisions du Conseil, tout ça a été inspiré par la BCE grâce à Tommaso Padoa-Schioppa. Ce qu'on va voir enfin arriver, son raisonnement imparable, c'était de dire: «Il n'est pas normal qu'il soit plus coûteux de faire un transfert de Strasbourg à Kehl que de faire un transfert de la Corse à la Bretagne ou du Bade-Wurtemberg à la Saxe.» Donc c'est vrai que nous avons un système qui était encore très fondé sur les nations, sur les pays, qui ne correspondait pas du tout à la réalité que nous avons créée avec l'euro.

[François Lafond] Comment vous qualifieriez l'action de Tommaso Padoa-Schioppa au sein du directoire de la BCE? Est-ce que c'était plus un interventionniste? Enfin, comment vous jugez avec le recul et avec les événements qui sont en train de se passer les initiatives ou les idées que Tommaso Padoa-Schioppa pouvait avoir dès le début de son mandat au sein de la BCE?

[Christian Noyer] Moi, je dirais deux caractéristiques qui m'ont frappé. L'une, bien sûr, c'était le plus intégrationniste de nous tous. Il avait vraiment une vision très ambitieuse pour l'Europe, et il cherchait dans toutes les actions et les propositions que nous faisons à nous entraîner aussi loin que possible dans l'idée d'intégration. Et sur ce point, je crois qu'il a parfaitement réussi à convaincre toute notre équipe, tout le collègue du directoire d'une vision très ambitieuse. La

seconde caractéristique, c'est qu'il était tenté, pour accélérer l'intégration, souvent par des solutions d'assez grande centralisation à la BCE. Au fond, il avait une espèce de petite méfiance vis-à-vis de la capacité de résistance des banques centrales nationales à une véritable intégration de l'Eurosystème. Ce sur quoi j'étais peut-être un peu plus réservé, encore qu'à l'époque où j'étais au directoire, je me ralliais assez facilement. Je comprenais qu'en effet on voyait certains gouverneurs qui avaient du mal à aller très vite très loin dans l'intégration. J'ai peut-être légèrement changé d'avis plus tard lorsque je suis devenu gouverneur de la Banque de France, mais c'est une autre étape de l'histoire.

[François Lafond] Donc justement, vous changez de casquette en quelque sorte au sein de la Banque centrale européenne. Est-ce que ça a changé quoi que ce soit en termes de relations avec Tommaso Padoa-Schioppa ou simplement sur des points de détail qui n'en sont pas, comme vous venez de le mentionner?

[Christian Noyer] Notre complicité amicale est restée la même. J'ai eu la chance, d'ailleurs, par le hasard de l'alphabet, puisqu'au conseil des gouverneurs on s'assied non pas derrière une pancarte pays mais derrière une pancarte du nom puisque nous sommes là à titre personnel, tous Européens, et nous n'avons de droit de vote qu'à titre personnel, nous ne représentons pas une institution, fût-elle la Banque centrale nationale de notre pays. Et donc par ce hasard de l'alphabet, j'étais assis à côté de Tommaso pendant les premières années où je suis revenu au Conseil des gouverneurs, et donc nous avons très fréquemment des apartés à voix basse, en français en général, qui montraient bien que nous avons gardé la même complicité et la même capacité de se comprendre que ce que nous avions lorsque nous étions ensemble au directoire. Là où j'ai légèrement changé, c'est que j'ai réalisé que quand on voulait vraiment faire une politique d'intégration, on pouvait maintenir un degré de décentralisation non négligeable. Il faut vraiment que l'unité de commandement, l'unité d'action, d'impulsion soit concentrée à la BCE mais aussi bien dans les tâches de préparation que surtout les tâches d'exécution; un degré important de décentralisation ne nuit pas, à condition que le commandement dans chaque unité, dans chaque banque centrale nationale soit vraiment convaincu du besoin d'intégration. C'était plus difficile dans les premières années, aujourd'hui le pli est pris. Donc la vision intégrationniste de Tommaso a triomphé sans qu'il soit besoin de parvenir à un degré de centralisation beaucoup plus fort de l'exécution, c'est-à-dire qu'on peut rester une institution très fédérale en étant largement décentralisée.

[François Lafond] Est-ce que vous avez eu l'occasion de discuter aussi des statuts de la Banque centrale européenne? Parce que je suppose que c'est la presse aussi qui, de plus en plus, en fait état. Il y avait des différences au sein de la Banque centrale sur l'interventionnisme, certains considérant que les statuts étaient assez restrictifs et donc devaient se limiter à la lutte contre l'inflation, d'autres estimant qu'il fallait avoir une vue peut-être un petit peu plus large et que parfois ce n'était pas suffisant. Comment Tommaso Padoa-Schioppa se situait dans le débat puisqu'on a quand même vu la démission d'un certain nombre de membres de la Banque centrale qui n'étaient pas d'accord avec la ligne qui a été suivie? Donc comment vous analysez l'attitude de Tommaso tout au long de sa permanence au sein de la BCE?

[Christian Noyer] Sa vision est inspirée évidemment par une connaissance très intime de tous les travaux du rapport Delors et de la façon dont ça avait été conçu, [elle] n'était pas très

différente de celle des autres mais elle est en effet un petit peu plus loin que ce qu'on peut appeler la vision la plus restrictive. Au fond, il attirait l'attention sur le fait que tel que le traité est rédigé, la mission de garantir la stabilité des prix à moyen terme est une mission première qui écrase toutes les autres en ce sens qu'aucun autre objectif ne peut remettre en cause cet objectif premier. Mais il disait aussi: «Le traité est bien rédigé de telle sorte qu'à condition d'être sûr de maintenir la stabilité des prix à moyen terme au-delà, si nous ne remettons pas..., si nous ne mettons pas en cause par nos actions cet objectif prioritaire, la BCE a pour charge, et l'Eurosystème plus généralement, ont pour charge de contribuer à la réalisation des autres politiques de la Communauté, des autres objectifs de la Communauté, de l'Union et en particulier à un haut niveau d'emploi, à une croissance équilibrée.» Et donc lui pensait qu'il n'y avait pas de contradiction mais une complémentarité, que le fait que nous ayons un objectif prioritaire ne devait pas aboutir à nier tous les autres nécessairement. Je crois que c'est une vision qui effectivement suscite des controverses encore aujourd'hui. Au fond, certains pensent qu'en obtenant la stabilité des prix ou en visant la stabilité des prix, on contribue *ipso facto* aux autres objectifs et d'autres pensent que c'est un tout petit peu plus complexe et qu'il ne faut pas s'interdire de regarder la réalisation des objectifs en tant que telle, dès lors qu'on ne met pas en cause la stabilité des prix. Mais c'est un équilibre très subtil et peut-être trop subtil, je ne sais pas.

[François Lafond] Mais ce qui veut dire que de toute façon, Tommaso Padoa-Schioppa, lors de vos réunions le mercredi – enfin, je ne sais pas si c'est le mercredi – mais vos réunions hebdomadaires, pouvait parfois faire des interventions qui allaient dans le sens que vous venez d'expliquer.

[Christian Noyer] Oui, on a eu, absolument, ces débats-là au sein du directoire, sans véritable conclusion d'ailleurs, parce que dans les débats de politique monétaire, chacun reste très libre de sa position, de ses arguments et peut évoluer pendant les discussions au Conseil; même des membres différents du directoire peuvent avoir des visions un peu différentes lorsqu'on débat au conseil et évoluer de façon différente au cours de la discussion. Mais la très grande conviction de tous sur le fait que la stabilité des prix était l'objectif prioritaire sans discussion possible et que c'était de toute façon la contribution la plus importante que la Banque centrale pouvait apporter à la croissance et à l'emploi était une conviction commune. Ensuite, il y avait des nuances qui peuvent avoir leur importance parfois.

[François Lafond] Comment vous percevez finalement son œuvre, c'est-à-dire c'est quand même quelqu'un qui a un répertoire d'actions assez vaste, qui a été banquier, qui a été haut fonctionnaire, qui a été politique, qui est aussi écrivain parce qu'il a écrit pas mal de bouquins? Comment c'est possible d'arriver à un tel répertoire d'actions?

[Christian Noyer] Écoutez, ça c'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Peut-être... moi je pense qu'il avait une conviction et une vision, cette vision d'une Europe à construire. Il était très marqué par la... j'allais dire l'identité de l'histoire, la communauté d'histoire, de civilisation de l'Europe. Il m'a dit quelquefois: «Moi, je suis d'abord un Méditerranéen, je suis né sur les bords de la Méditerranée. Donc j'ai une vision, une compréhension, une familiarité naturelle avec les pays du bord de la Méditerranée, mais je suis aussi avant tout un Européen et cette civilisation, cette histoire commune que nous avons, c'est

le socle d'un destin commun, qui doit nous permettre de continuer à vivre dans le monde, à ne pas nous plier à des civilisations venues d'ailleurs qui seraient étrangères à notre génie, à notre culture, mais qui seraient vraiment représentatives de notre identité [sic].» Étant persuadé de cela, il a au fond accepté, recherché tous les défis qui permettaient de faire progresser ce concept dans le débat d'idées. C'est pour ça qu'il était écrivain, qu'il s'est engagé dans des groupes qui promouvaient cette idée-là. Il a voulu être homme d'action, il l'a été superbement à la fois comme haut fonctionnaire, banquier central et homme politique comme vous dites, et puis inlassablement, finalement, il était guidé par cette vision et cette conviction. Et comme il le faisait avec une très grande empathie, une capacité de créer des liens d'amitié qui aidaient beaucoup à progresser, à entraîner, il avait un grand succès. Je dois dire que l'un des souvenirs très forts pour moi, ça a été, pour faciliter la formation de cette unité de vue et de ces liens d'amitié entre les membres du directoire, de proposer un jour à notre petit groupe de tenir un séminaire loin de la BCE dans un endroit retiré. Alors il nous avait invités en Toscane, puisque c'était son pays et ça a été d'ailleurs la première d'une série. On a refait ça tous les ans dans différents pays, mais ça a été l'un des moments forts de constitution d'un vrai groupe cohérent soudé, partageant des convictions, essayant de converger vers une vision commune de ce que devait être l'euro, la zone euro, l'action de la BCE et l'action du directoire au sein de la BCE sur toute une série de sujets.

[François Lafond] Donc finalement, il avait très bien vu que la Banque centrale européenne était une institution fédérale par excellence et qu'elle pourrait éventuellement jouer le rôle de la Cour de justice dans les années 50-60...

[Christian Noyer] Absolument!

[François Lafond] ...c'est-à-dire un moteur d'intégration qui se heurte maintenant à la politique, c'est-à-dire qu'il y a une sorte de mise à nu en quelque sorte, une confrontation avec la politique mais il considérait que c'était le bon instrument actuel pour poursuivre l'intégration.

[Christian Noyer] Oui. Il en était absolument convaincu et il pensait d'ailleurs qu'une action forte, déterminée, visible de la BCE – la BCE s'opposant, l'institution fédérale étant le moteur reconnu et respecté par l'opinion publique, par les marchés financiers – il pensait que ça allait aussi inévitablement provoquer une action des gouvernements, une plus grande cohésion. Et je pense qu'il était un peu frustré pendant les premières années de voir que l'Eurogroupe tardait à devenir vraiment une instance plus collégiale et plus décisionnelle. Et il a quelquefois dit, puisque vous l'avez rappelé, il avait la responsabilité des activités internationales de la BCE, il a souvent dit: «Mais je n'ai pas de ministre des Affaires étrangères, oui des Affaires internationales de la zone euro, et ça, ça me manque!» Quand on va représenter la zone euro à l'extérieur sur le continent américain, sur le continent asiatique, on n'a pas d'identité politique, d'incarnation de l'identité politique. Il faut qu'on bouscule l'Eurogroupe pour qu'ils s'organisent eux-mêmes. Et ça a été très long parce qu'il y avait au sein des ministres des Finances, au sein des gouvernements en réalité deux visions qui étaient sans doute un peu fausses toutes les deux, l'une qui était une espèce de chimère, de penser que la constitution de ce que certains Français avaient appelé un gouvernement économique aurait pour objectif de peser sur la BCE. Alors la BCE est indépendante par construction, c'était une chimère absolue. Et l'autre vision, c'était par réaction de dire, l'Eurogroupe, c'est intergouvernemental, ça n'a

pas de véritable vocation à des décisions communes. On discute, on échange des points de vue, on essaie de converger mais ce n'est pas une instance de commandement. Et au fond, ces deux visions étaient assez fausses, et la crise l'a montré. Nous avons essayé de convaincre les ministres, mais finalement la crise a été plus efficace que les arguments pour les convaincre d'aller de l'avant vers..., de décider une organisation plus intégrée. C'était sans doute l'un de ses regrets. Je pense que c'était sans doute aussi une des motivations ou un des *challenges* qui ont pu le convaincre d'accepter des responsabilités ministérielles.

[François Lafond] Pour finir, il a été aussi nommé par le président Delors à la tête de ce *think tank* Notre Europe. Donc il l'a été, je crois, pendant cinq-six ans. Donc il était de ce fait assez régulièrement à Paris. Est-ce que vous avez eu l'occasion de le voir quand il était de passage à Paris, donc à l'extérieur de relations institutionnelles [entre] banques centrales, puisque je sais qu'il avait l'habitude de téléphoner afin de voir des amis, de se nourrir, de continuer de se nourrir malgré son savoir? Est-ce que ça vous est arrivé de le croiser?

[Christian Noyer] Oui, je l'ai rencontré à Paris, il venait très souvent à Paris. En effet, il avait beaucoup d'amis et de liens. Il a beaucoup travaillé pour ce rapport Camdessus, qu'ils avaient nommé d'ailleurs le «rapport du palais royal» parce qu'ils ont travaillé, ils se sont réunis dans un local, une annexe de la Banque de France que j'avais mis à leur disposition. Donc c'était vraiment tout près d'ici. J'ai eu plusieurs fois l'occasion de le rencontrer. Il avait d'ailleurs accepté aussi de participer à un autre groupe présidé par Michel Camdessus qui avait pour objectif de réfléchir à la possible traduction dans le droit français de la constitution ou un niveau juste en-dessous de la constitution de règles budgétaires, règles d'or! Donc sujet qui, depuis, a connu des développements et une consécration européenne, mais là aussi, c'était comme... j'y avais participé, il en était membre. On a eu des occasions de travailler ensemble sur ce sujet. Donc oui, oui, je l'ai revu plusieurs fois à Paris et avec, je dois dire, toujours la même amitié, la même complicité que celle que nous avons créée entre nous pendant nos années de BCE.

[François Lafond] À votre avis, qu'est-ce qui motive un tel homme pour entreprendre autant de choses? Quelle est la *driving force*, qu'est-ce qui mobilise une personne comme ça? Est-ce que c'est l'ambition, la curiosité, un mélange de tout, de circonstances? Comment vous jugez, vous?

[Christian Noyer] Je ne suis pas sûr que ce fût l'ambition. Je pense que c'était un mélange de beaucoup de choses. Je pense que c'était quelqu'un, par nature, de très actif qui était toujours curieux de découvrir, qui se passionnait pour certains sujets et qui avait à cœur de convaincre. Même sur des sujets assez techniques, finalement, quand il avait acquis par ses réflexions, son travail, un très haut degré de conviction, il essayait de nous entraîner, de nous convaincre au fond de motiver l'action et l'ambition. Donc très ambitieux pour l'Europe, très exigeant pour lui-même, passionné et voulant faire bouger les choses, faire avancer. Donc c'était une nature très active, et très active dans le domaine de la pensée, très ambitieuse pour l'Europe d'une façon générale, pour son continent, et très généreuse dans sa capacité à donner du temps et des efforts simplement pour faire avancer les choses dans la bonne direction.

[François Lafond] Je vous remercie beaucoup.

[Christian Noyer] Merci à vous.